unesco
Rapport mondial
de suivi sur l'éducation

FAWE
FORUM FOR AFRICAN WOMEN EDUCATIONALISTS
FORUM DES ÉDUCATRICES AFRICAINES

L'égalité entre les genres: Accès à l'éducation en Afrique

Messages clés

Malgré des progrès significatifs, d'importantes disparités entre les genres persistent en matière d'accès à l'enseignement secondaire et d'achèvement de ce cycle, en particulier au sein des ménages ruraux et défavorisés.

- **Des progrès ont été enregistrés.** L'Afrique a atteint la parité entre les genres dans la scolarisation au primaire en 2021 et est sur le point d'y parvenir dans la scolarisation au premier cycle du secondaire. Cependant, en 2024, on ne comptait encore que 93 filles pour 100 garçons dans le deuxième cycle du secondaire, et 94 femmes pour 100 hommes dans l'enseignement supérieur.
- Parmi les jeunes en âge de fréquenter le deuxième cycle du secondaire, les filles sont plus nombreuses que les garçons à être scolarisées en Afrique du Nord, mais en Afrique centrale, on compte 79 filles pour 100 garçons, et en Afrique de l'Est, 71 filles pour 100 garçons.
- **L'écart entre les genres en matière de taux de non-scolarisation s'est réduit.** Entre 2000 et 2024, le taux de non-scolarisation des filles est passé de 47 % à 28 %, contre une baisse de 39 % à 27 % pour les garçons. Cet écart entre les genres est ainsi passé de 8 points de pourcentage à seulement 1 point.
- **Les filles rattrapent, voire dépassent, les garçons en termes de taux d'achèvement.** L'écart de huit points de pourcentage entre les genres concernant l'achèvement du premier cycle du secondaire, qui existait en 1990, a été éliminé en 2022. Toutefois, cet indicateur se concentre sur les élèves qui terminent leur cycle dans les délais prévus. Si l'on tient compte des élèves qui terminent leur cycle en retard, on constate qu'il subsiste un écart de cinq points de pourcentage dans les taux d'achèvement du premier et du deuxième cycle du secondaire.
- **Les garçons sont plus susceptibles de terminer chaque niveau d'enseignement avec du retard.** En 2024, 37 % des garçons, contre 23 % des filles, avaient au moins deux ans de retard dans le premier cycle de l'enseignement secondaire en raison d'une scolarisation tardive et de redoublements. Les garçons ont les moyens de rester plus longtemps dans le système éducatif, ce qui explique pourquoi les conclusions diffèrent selon qu'on examine les taux d'achèvement dans les délais ou les taux d'achèvement finaux.
- **La localisation géographique et le niveau de richesse continuent d'influencer les opportunités éducatives.** En République démocratique du Congo et au Sénégal, la parité était atteinte dans les zones urbaines ; cependant, dans les zones rurales, on comptait moins de six filles terminant le deuxième cycle du secondaire pour dix garçons. En Angola, au Mozambique et au Soudan d'avant-guerre, la situation était similaire parmi les ménages les plus riches, mais parmi les plus pauvres, on ne comptait pas plus de trois filles terminant le deuxième cycle du secondaire pour dix garçons.

Recommandations

Aucune mesure isolée ne suffira à elle seule à combler l'écart entre les genres. Les pays doivent s'attaquer aux obstacles sociaux, financiers et éducatifs qui entravent la participation des filles en mettant en œuvre des ensembles de mesures globales.

- **La législation peut réduire le nombre de filles en décrochage scolaire.** Par exemple, la gratuité et l'obligation de l'enseignement secondaire dans 14 pays africains ont permis d'augmenter la durée de scolarité des filles de 1,6 an et d'élever les taux d'achèvement du secondaire de 14 points de pourcentage. Cependant, de nombreuses réformes, telles que celles concernant la réintégration scolaire après une grossesse, restent lettre morte en raison d'une faible capacité de mise en œuvre.
- **La réduction des coûts favorise la scolarisation des filles.** Partout en Afrique, il a été démontré que les transferts monétaires, les bourses d'études et les repas scolaires stimulent les taux de scolarisation, de fréquentation scolaire et de taux d'achèvement des études, en particulier chez les filles et les élèves les plus démunis. Au Mali, par exemple, le programme national de protection sociale « Jigisemejiri » a doublé le taux de scolarisation des filles en âge de suivre le deuxième cycle du secondaire.
- **Il est important de disposer d'environnements d'apprentissage sûrs et favorables.** Les investissements dans la sécurité scolaire, l'assainissement, les transports et les infrastructures ont accru la participation des filles. Au Mozambique, une intervention aléatoire visant à former le personnel scolaire à la lutte contre la violence sexiste et à encourager les filles à signaler les incidents a permis de réduire la violence et d'augmenter les taux de scolarisation.

L'ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES : ACCÈS À L'ÉDUCATION EN AFRIQUE

VUE D'ENSEMBLE

L'Afrique a réalisé d'importants progrès en matière d'accès à l'éducation, mais des écarts entre les genres persistent dans le secondaire et le supérieur. Les filles restent désavantagées par la scolarisation tardive et le redoublement, avec des difficultés accrues pour celles vivant en milieu rural ou issues de ménages défavorisés.

MESSAGES CLÉS DU SUIVI

PARITÉ

LES ÉCARTS ENTRE LES GENRES EN MATIÈRE DE SCOLARISATION SE SONT RÉDUITS

L'Afrique a atteint la parité entre les genres en matière de scolarisation dans l'enseignement primaire en 2021 et est sur le point d'y parvenir dans l'enseignement secondaire. Cependant, en 2024, des écarts subsistaient aux niveaux supérieurs :

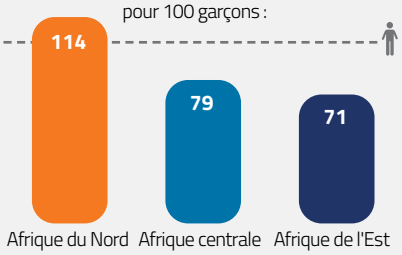
93 filles scolarisées pour 100 garçons dans le 2e cycle du secondaire

94 femmes étaient scolarisées pour 100 hommes dans le 2e cycle du secondaire

ÉCART RÉGIONAUX

LES PROGRÈS EN MATIÈRE DE SCOLARISATION RESTENT INÉGALEMENT RÉPARTIS ENTRE LES RÉGIONS

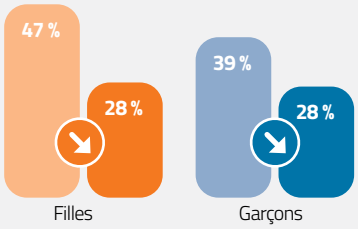
Nombre de filles scolarisées dans l'enseignement secondaire pour 100 garçons :



EXCLUSION

LES ÉCARTS ENTRE LES GENRES EN MATIÈRE DE TAUX DE NON-SCOLARISATION SE SONT RÉSORBÉS

Les taux de non-scolarisation de la population d'âge scolaire pour les écoles primaires et secondaires ont baissé entre 2000 et 2024 :



ACHÈVEMENT DANS LES DÉLAIS

LES FILLES ONT RATTRAPÉ, ET SOUVENT DÉPASSÉ, LES GARÇONS EN MATIÈRE D'ACHÈVEMENT DANS LES DÉLAIS

Primaire

En 1990, les filles affichaient un retard de **9 points de pourcentage** par rapport aux garçons ; en 2024, elles les devançaient de **6 points de pourcentage**

Premier cycle du secondaire :

Les filles affichaient un retard de **5 points** en 2000, **mais cet écart a été comblé en 2022**

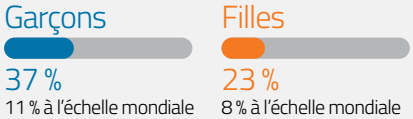
Deuxième cycle du secondaire :

Les filles affichaient un retard de **5 points** en 2000 et de **1 point** en 2024

SCOLARISATION TARDIVE

LES GARÇONS SONT PLUS SUSCEPTIBLES DE S'INSCRIRE TARDIVEMENT, DE REDOUBLER ET DE TERMINER LEURS ÉTUDES AVEC DU RETARD

Proportion d'élèves du premier cycle du secondaire en Afrique ayant au moins deux ans de retard par rapport à l'âge normal



Si l'on tient compte des élèves ayant achevé leurs études tardivement, les filles accusent toujours un retard de 5 points de pourcentage par rapport aux garçons pour l'achèvement du premier et du deuxième cycle du secondaire

INÉGALITÉS

LE LIEU DE RÉSIDENCE ET LE NIVEAU DE RICHESSE CONTINUENT D'INFLUENCER LES OPPORTUNITÉS ÉDUCATIVES DES GARÇONS ET DES FILLES

En RDC et au Sénégal :

- Parité dans les zones urbaines
- Moins de **6 filles** terminent le deuxième cycle du secondaire pour 10 garçons en milieu rural

En Angola, au Mozambique et au Soudan d'avant-guerre :

- Parité parmi les ménages les plus riches
- Parmi les ménages les plus pauvres, au plus **3 filles** achèvent le deuxième cycle du secondaire pour 10 garçons

ENSEIGNEMENTS POLITIQUES AU-DELÀ DE 2030

GOUVERNANCE

LA LÉGISLATION PEUT RÉDUIRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE DES FILLES

La gratuité et l'éducation obligatoire du secondaire dans 14 pays africains :

- a permis d'augmenter le niveau de scolarité des filles de **1,6 an**
- a permis d'augmenter le taux d'achèvement du secondaire de **14 points de pourcentage**

Mais de nombreuses réformes, telles que celles concernant la réintégration scolaire après une grossesse, restent lettre morte et sont mal mises en œuvre

ACCESSIBILITÉ FINANCIÈRE

LA RÉDUCTION DES COÛTS AMÉLIORE LA PARTICIPATION DES FILLES

Partout en Afrique, les transferts monétaires, les bourses d'études et les repas scolaires **contribuent** systématiquement **à améliorer les taux de scolarisation**, d'assiduité et d'achèvement des études, en particulier chez les filles et les élèves les plus démunis

Au Mali, le **programme national de protection sociale** « Jigisemejiri » a doublé le taux de scolarisation des filles

ENVIRONNEMENTS D'APPRENTISSAGE

IL EST ESSENTIEL DE DISPOSER D'ENVIRONNEMENTS D'APPRENTISSAGE SÛRS ET FAVORISANT L'ÉPANOUISSEMENT

Les investissements dans la sécurité scolaire, l'assainissement, les transports et les infrastructures ont **accru la participation des filles**

Au Mozambique, une intervention randomisée **visant à former le personnel scolaire** à la prise en charge de la violence sexiste et à encourager les filles à signaler les incidents a permis de réduire la violence et d'augmenter le taux de scolarisation

L'égalité entre les genres est au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et devrait être réalisée dans et par le biais de l'éducation. La réalisation du droit de chacun à une « éducation inclusive, équitable et de qualité » constitue donc un objectif clé en soi et un moyen d'atteindre des objectifs sociétaux plus larges.

À l'approche de l'échéance de ce programme, la série en trois volets « Compte à rebours vers 2030 » *des Rapports mondiaux de suivi sur l'éducation* vise à présenter et à expliquer les progrès accomplis, ainsi qu'à éclairer l'élaboration d'un programme international d'éducation plus pertinent pour l'après-2030. Cette série examine l'agenda actuel sous trois angles : l'accès et l'équité (2026), la qualité et l'apprentissage (2027), ainsi que la pertinence de l'éducation (2028/9).

Le Rapport GEM 2026 a examiné quels pays avaient développé leurs systèmes éducatifs beaucoup plus rapidement et de manière plus équitable que d'autres, en se penchant sur ceux qui partaient de niveaux initiaux similaires pour un ensemble sélectionné d'indicateurs d'accès et d'équité. Pour un sous-ensemble de pays, le rapport a analysé les principales raisons à l'origine de leurs tendances spécifiques, en les comparant aux résultats de recherches sur les facteurs généraux qui ont joué un rôle clé dans l'amélioration de la participation à l'éducation et la réduction des disparités à long terme.

L'Afrique est la région la plus à la traîne dans la plupart des domaines du développement éducatif et présente encore certaines des plus grandes disparités entre les genres en matière de participation et d'achèvement des études, même si celles-ci ont diminué depuis 2000 et varient considérablement selon les niveaux d'enseignement, les pays et les groupes de population. Ce rapport concis offre un aperçu systématique des écarts entre les genres en Afrique, en mettant en évidence les défis qui subsistent et certaines interventions qui ont permis d'améliorer la situation des filles.

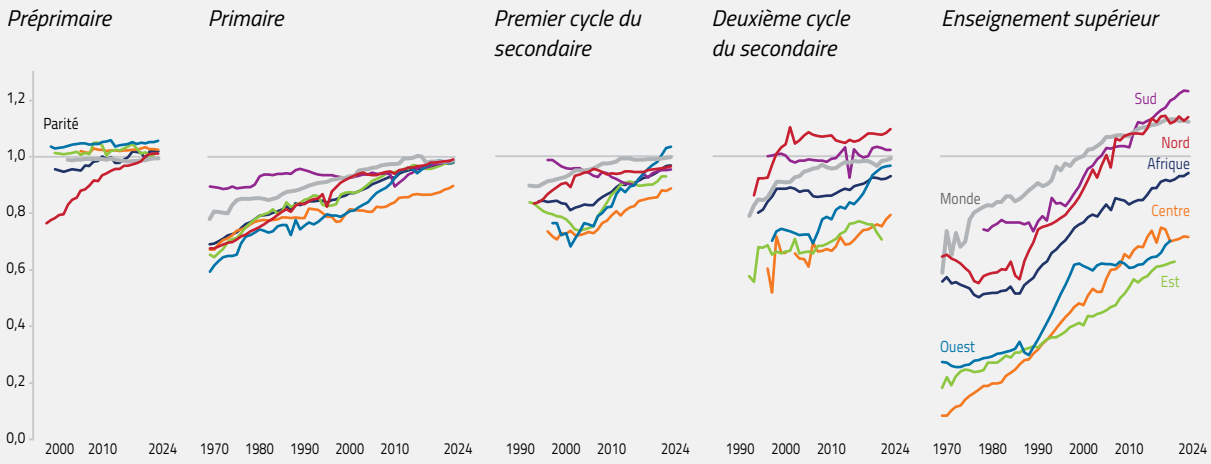
MALGRÉ DES PROGRÈS SIGNIFICATIFS, LES DISPARITÉS ENTRE LES GENRES PERSISTENT DANS L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET SUPÉRIEUR

À l'échelle mondiale, la parité entre les genres a été atteinte en termes de taux de scolarisation à tous les niveaux d'enseignement, sauf dans l'enseignement supérieur, où les filles sont plus nombreuses que les garçons à fréquenter les établissements d'enseignement supérieur. En 2000, on comptait 9 filles scolarisées pour 10 garçons dans l'enseignement primaire et secondaire, mais la parité a été atteinte entre 2009 et 2015 (**figure 1**)[1] .

FIGURE 1.

Les écarts entre les genres en matière de scolarisation se sont réduits dans toute l'Afrique, bien que des disparités persistent dans le nombre d'inscriptions dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

Indice de parité entre les sexes ajusté du taux net de scolarisation dans l'enseignement préprimaire et du taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire, le premier cycle du secondaire, le deuxième cycle du secondaire et l'enseignement supérieur, dans le monde et en Afrique, par région, 1970-2024



Source : Base de données de l'ISU.

1 L'analyse repose sur l'indice de parité de genre (IPS), qui correspond à l'indicateur mondial 4.5.1 des ODD. L'IPS est défini comme le rapport entre la valeur d'un indicateur pour les femmes et celle pour les hommes. Une valeur de 1 indique la parité, bien que des valeurs comprises entre 0,97 et 1,03 soient également considérées comme représentant la parité. Les valeurs inférieures à 0,97 indiquent un désavantage pour les filles et celles supérieures à 1,03 indiquent un désavantage pour les garçons. Afin de faciliter l'interprétation, le texte précise qu'une valeur de 0,95 pour l'indice de parité entre les sexes (IPS) dans le taux brut de scolarisation dans le primaire signifie que 95 filles sont scolarisées pour 100 garçons, et qu'une valeur de 1,05 signifie que 105 filles sont scolarisées pour 100 garçons.

L'Afrique a suivi une trajectoire similaire, mais à partir d'un niveau de départ bien inférieur. En 2000, on comptait 96 filles scolarisées dans l'enseignement primaire pour 100 garçons. La parité a été atteinte dès 2009. Cette tendance a été largement favorisée par les progrès rapides réalisés en Afrique du Nord, où l'on ne comptait que 76 filles scolarisées pour 100 garçons en 1998, soit le taux le plus bas parmi les régions africaines, mais où la parité a été atteinte depuis 2018.

Dans l'enseignement primaire, le nombre de filles scolarisées pour 100 garçons est passé de 69 en 1970 à 86 en 2000. La parité n'a été atteinte qu'en 2021. Dans l'enseignement secondaire, on comptait 84 filles scolarisées pour 100 garçons en 1995. Cependant, en 2024, la parité n'avait toujours pas été atteinte, avec moins de 97 filles scolarisées pour 100 garçons.

La situation est plus difficile dans l'enseignement secondaire supérieur. Aucun progrès n'a été enregistré au cours des années 2000, avec une moyenne de 88 filles scolarisées pour 100 garçons au cours de cette décennie. Depuis 2009, l'amélioration a été continue mais lente : en 2024, on ne comptait encore que 93 filles scolarisées pour 100 garçons. De plus, des disparités importantes existent au sein du continent. En Afrique du Nord, le nombre de filles scolarisées est supérieur à celui des garçons ; on observe une parité ou une quasi-parité en Afrique australe et occidentale ; et l'on constate une disparité extrême au détriment des filles en Afrique centrale (79 filles pour 100 garçons scolarisés en 2024) et en Afrique orientale (71 filles pour 100 garçons scolarisés en 2022).

Ces disparités sont exacerbées dans l'enseignement supérieur. Après une stagnation dans les années 1970 et 1980, une amélioration constante a été observée. Le nombre de jeunes femmes inscrites pour 100 garçons est passé de 52 en 1987 à 85 en 2008, après quoi les progrès ont ralenti. En 2024, ce chiffre s'élevait à 94 jeunes femmes pour 100 jeunes hommes. Toutefois, les écarts entre les régions sont encore plus marqués qu'au niveau de l'enseignement secondaire. Les jeunes femmes sont nettement plus nombreuses que les jeunes hommes à être scolarisées en Afrique du Nord (114) et en Afrique australe (123). À l'inverse, elles sont nettement moins nombreuses que les jeunes hommes en Afrique centrale (72), en Afrique de l'Est (63 en 2021) et en Afrique de l'Ouest (70 en 2020).

L'AFRIQUE EST CONFRONTÉE AU PLUS GRAND DÉFI EN MATIÈRE DE NON-SCOLARISATION

Malgré des progrès significatifs en matière de scolarisation depuis 2000, on estime que 273 millions d'enfants et de jeunes n'étaient pas scolarisés dans le monde en 2024. L'Afrique subsaharienne ainsi que l'Asie centrale et méridionale représentent 80 % de la population mondiale non scolarisée, mais le fardeau de l'exclusion se concentre de plus en plus sur les enfants en âge de fréquenter le primaire et les adolescents en début de cycle secondaire en Afrique subsaharienne (UNESCO, 2026).

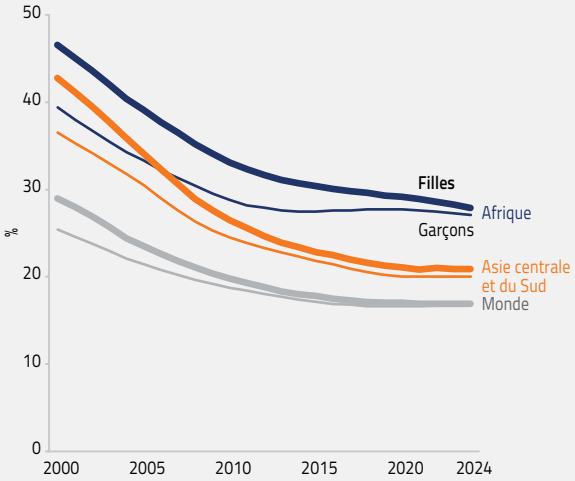
Les estimations, fondées sur un modèle élaboré conjointement par l'équipe du *Rapport mondial de suivi sur l'éducation* et l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), combinent des registres administratifs et des données d'enquêtes auprès des ménages afin de fournir des estimations complètes et comparables de la fréquentation scolaire. La scolarisation s'est considérablement améliorée pour les deux genres dans toutes les tranches d'âge scolaires en Afrique entre 2000 et 2012 – de 1 point de pourcentage par an pour les garçons et de 1,3 point pour les filles –, mais cette progression a considérablement ralenti entre 2012 et 2024, pour s'établir à 0,1 point de pourcentage par an pour les garçons et à 0,3 point pour les filles. Les progrès enregistrés chez les filles ayant systématiquement dépassé ceux des garçons, l'écart entre les genres en matière d'exclusion scolaire s'est considérablement réduit au cours des 25 dernières années. Le taux de non-scolarisation des filles en âge de fréquenter le primaire et les écoles secondaires est passé de 47 % en 2000 à 28 % en 2024, tandis que le taux correspondant chez les garçons a baissé de 39 % à 27 % (**figure 2a**). Bien que l'Afrique ait comblé cet écart, le continent dépasse encore de 11 points de pourcentage la moyenne mondiale de 17 %.

Le ralentissement a été si important que la population non scolarisée a augmenté ces dernières années. Après être passée de 107 millions en 2000 à 96 millions en 2010, elle est remontée à 120 millions en 2024, dont 60,1 millions de filles et 59,9 millions de garçons (**figure 2b**). Ces estimations ne tiennent pas compte des pays touchés par des conflits, où les systèmes de collecte de données sont souvent déjà fragiles au départ et s'effondrent pendant et après les crises. En 2024, parmi les dix pays les plus touchés par des conflits, cinq se trouvaient en Afrique : le Burkina Faso, le Mali, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan. Le Rapport GEM 2026 a estimé que la population non scolarisée du continent avait été sous-estimée de 9,7 millions.

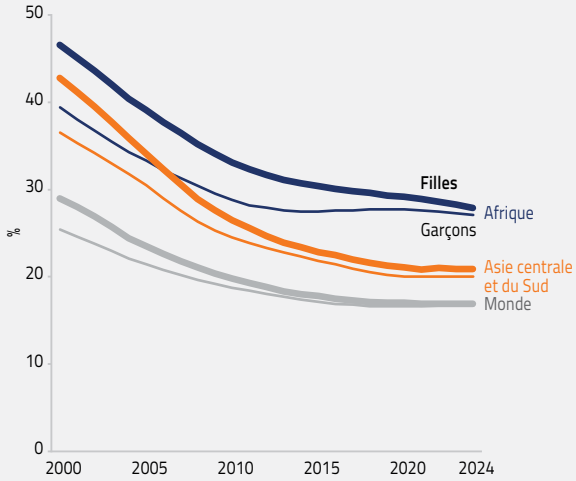
FIGURE 2.

Le recul des taux de non-scolarisation s'est ralenti et la population non scolarisée est en augmentation en Afrique depuis 2010

a. Taux de non-scolarisation, par genre, 2000-2024



b. Nombre d'enfants non scolarisés, par genre, 2000-2024

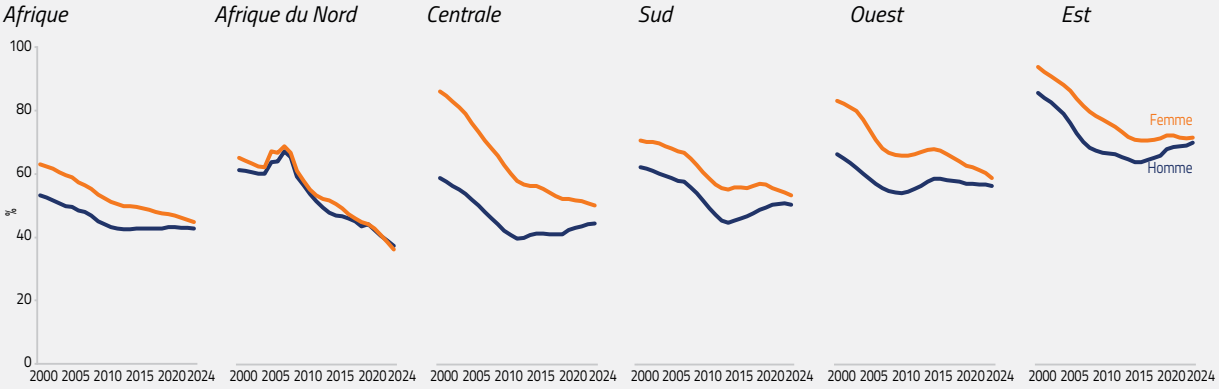


Source : Rapport GEM et estimations de l'ISU basées sur le modèle VIEW de calcul du taux de non-scolarisation.

FIGURE 3.

Les écarts entre les genres concernant les taux de non-scolarisation chez les jeunes en âge de fréquenter le deuxième cycle du secondaire se sont réduits dans toute l'Afrique, mais des niveaux élevés d'exclusion persistent

Taux de non-scolarisation des jeunes en âge de fréquenter le deuxième cycle du secondaire, par genre et par région, Afrique, 2000–24



Source : Rapport GEM et estimations de l'ISU basées sur le modèle VIEW de calcul du taux de non-scolarisation.

Parmi les enfants en âge de fréquenter le primaire et les adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire, la parité entre les genres en matière de taux de non-scolarisation a été largement atteinte dans toute l'Afrique, les écarts entre filles et garçons étant inférieurs à un point de pourcentage en 2024. Chez les jeunes en âge de fréquenter le deuxième cycle du secondaire, cependant, les filles (45 %) étaient légèrement plus susceptibles que les garçons (43 %) d'être non scolarisées. Néanmoins, cette disparité entre les genres est éclipsée par l'ampleur de l'exclusion (**figure 3**). Cette tendance s'observe plus ou moins dans toutes les régions africaines. L'écart entre les genres le plus important, de 5 points de pourcentage, est observé en Afrique centrale (40 % contre 35 % en 2024), bien qu'il s'agisse également de la région qui a enregistré les progrès absolus les plus importants : l'écart entre les genres y était de 22 points de pourcentage en 2000. Les progrès relatifs les plus marqués ont été réalisés en Afrique de l'Ouest, où l'écart s'est réduit de 14 à 2 points de pourcentage au cours de cette période. Les écarts les plus faibles sont observés en Afrique du Nord (1 point de pourcentage au détriment des garçons), qui est également la région présentant le taux de non-scolarisation des jeunes le plus bas (29 %), et en Afrique de l'Est (1 point de pourcentage au détriment des filles), qui est également la région présentant le taux de non-scolarisation des jeunes le plus élevé (56 %).

LES TAUX D'ACHÈVEMENT ONT CONSIDÉRABLEMENT PROGRESSÉ, EN PARTICULIER CHEZ LES FILLES

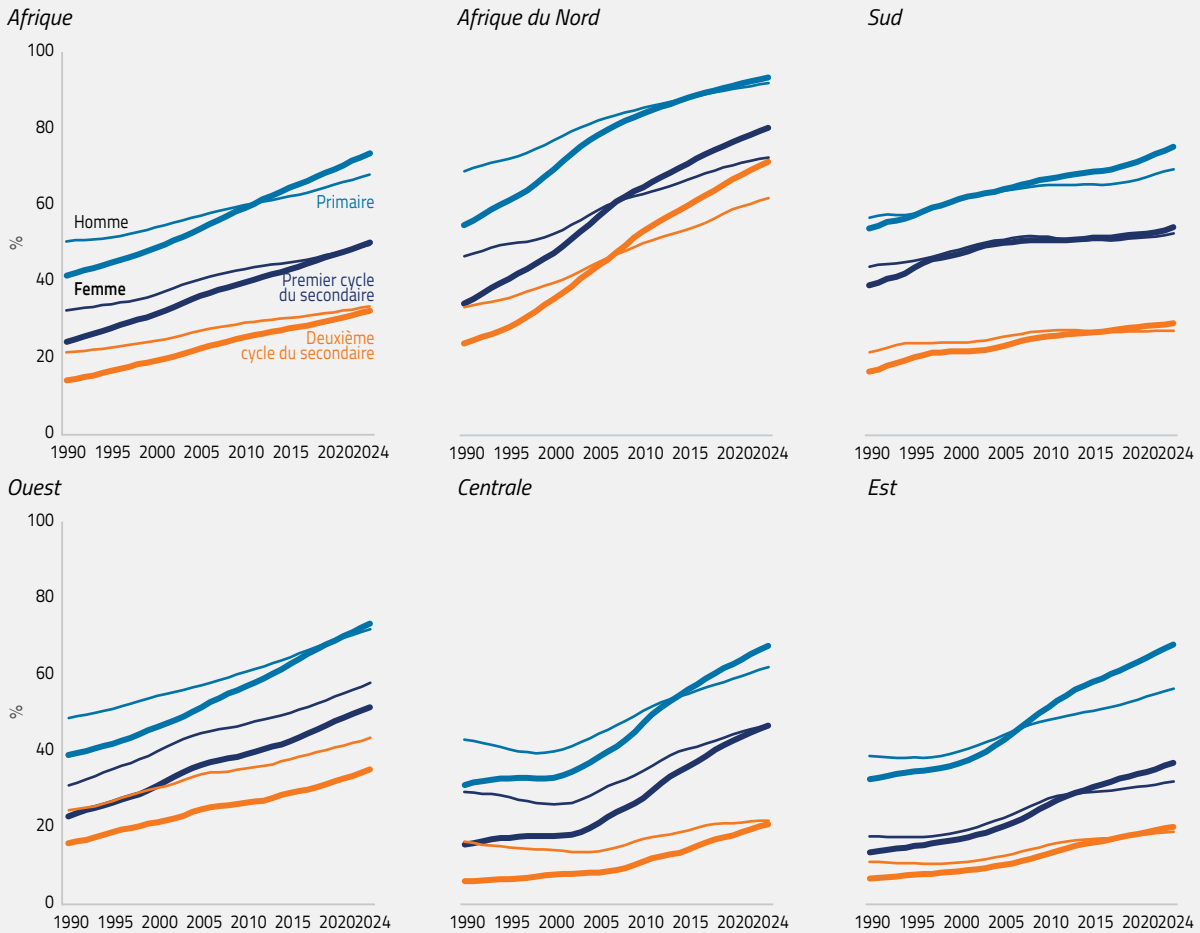
Dans le cadre de suivi de l'ODD 4, les taux d'achèvement sont mesurés chez les personnes âgées de trois à cinq ans de plus que l'âge officiel de fin de scolarité, afin de tenir compte des retards de progression résultant d'une scolarisation tardive ou d'un redoublement. Contrairement aux taux de non-scolarisation, les taux d'achèvement ont augmenté de manière plus régulière au cours des 25 dernières années, et l'écart entre les genres s'est considérablement réduit. L'écart entre les genres concernant le taux moyen d'achèvement du primaire était de neuf points de pourcentage en faveur des garçons en 1990. Cet écart a été comblé en 2011 et, en 2024, la tendance s'est inversée : les filles ont six points de pourcentage de chances supplémentaires par rapport aux garçons d'achever le primaire dans les trois à cinq ans suivant l'âge officiel en âge de fréquenter le primaire (74 % contre 68 %).

L'écart entre les genres concernant les taux d'achèvement du premier cycle du secondaire est passé de huit points de pourcentage en faveur des garçons en 1990 à cinq points en 2000, puis à trois points en 2015. Il a été comblé d'ici 2022, environ 50 % des filles et des garçons ayant achevé le premier cycle du secondaire dans un délai de trois à cinq ans après avoir atteint l'âge de la fin de la scolarité obligatoire.

FIGURE 4.

Les taux d'achèvement des filles ont rattrapé ceux des garçons dans l'enseignement l'enseignement secondaire de premier et de deuxième cycle à travers l'Afrique

Taux d'achèvement par niveau d'éducation, genre et région, 1990-2024



Remarque : Les régions sont classées par ordre décroissant en fonction du taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire chez les filles en 2024.
Source : Estimations de l'équipe du Rapport GEM basées sur le modèle de taux d'achèvement VIEW.

L'écart entre les genres concernant les taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire était de sept points de pourcentage en faveur des garçons en 1990. Il s'est réduit plus lentement pour atteindre cinq points de pourcentage en 2000, puis quatre points de pourcentage en 2015. En 2024, le taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire chez les garçons (34 %) n'est toujours que d'un point de pourcentage supérieur à celui des filles (33 %). L'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest représentent les deux extrêmes. En 1990, l'écart en faveur des garçons s'élevait à neuf points de pourcentage dans ces deux régions. En 2024, cependant, la situation s'était inversée : on observait un écart de neuf points de pourcentage en faveur des filles en Afrique du Nord, tandis que l'écart de huit points de pourcentage en faveur des garçons en Afrique de l'Ouest était resté pratiquement inchangé en 35 ans (**figure 4**).

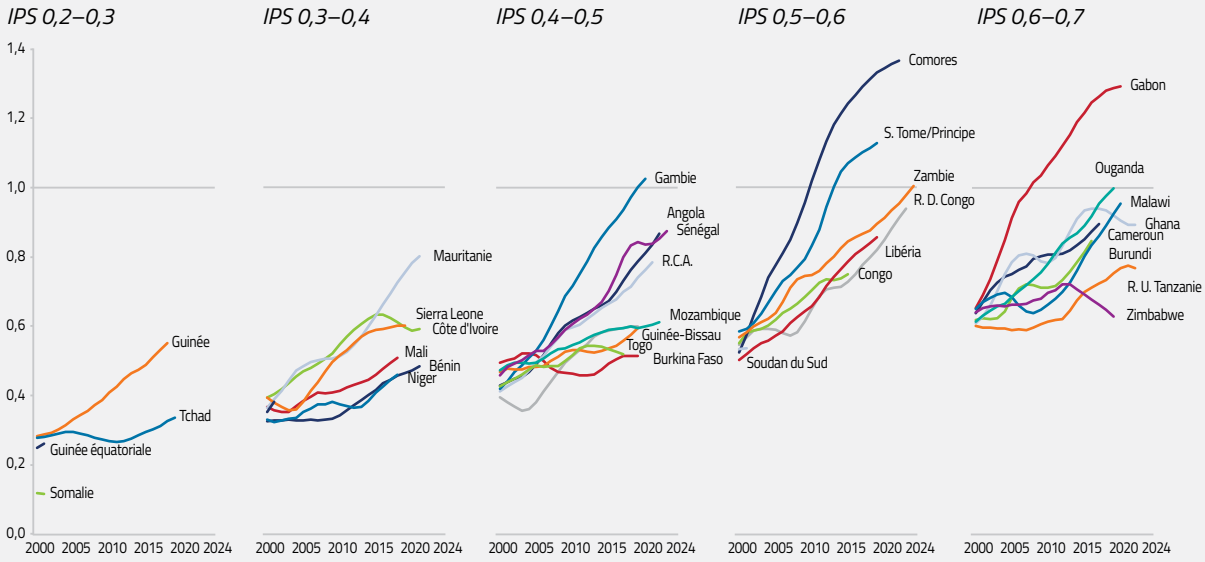
Ces tendances moyennes masquent la diversité des trajectoires nationales en matière de réduction des écarts entre les genres dans les taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire. Si l'on se concentre sur les 50 pays du monde entier qui, en 2000, présentaient initialement la situation la plus défavorable pour les filles (dont 34 se trouvent en Afrique), il apparaît clairement qu'ils ont connu des résultats nettement différents malgré un point de départ similaire. Par exemple, parmi les pays africains où, en 2000, 40 à 50 jeunes femmes terminaient l'achèvement du deuxième cycle du secondaire pour 100 jeunes hommes, la Gambie a atteint la parité (103 en 2020), tandis que l'Angola (87 en 2022), la République centrafricaine (79 en 2021) et le Sénégal (88 en 2023) ont réalisé des progrès rapides. En revanche, le Burkina Faso (51 en 2019), la Guinée-Bissau (59 en 2019), le Mozambique (61 en 2022) et le Togo (52 en 2017) n'ont enregistré que des progrès lents, voire nuls (**figure 5**).

Il convient de noter que ces estimations du taux d'achèvement (indicateur mondial des ODD 4.1.2) ne reflètent pas pleinement l'écart entre les genres. Bien que le taux d'achèvement pour les élèves âgés de trois à cinq ans de plus que l'âge officiel de fin de scolarité puisse être qualifié de « dans les délais », de nombreux élèves des pays les plus pauvres achèvent chaque niveau d'éducation encore plus tard. Dans les pays à faible revenu, le taux d'achèvement « final », calculé pour les élèves ayant jusqu'à huit ans de plus que l'âge officiel de fin de scolarité, est supérieur de 11 points de pourcentage dans l'enseignement primaire et de 9 points de pourcentage dans le premier cycle du secondaire par rapport au taux d'achèvement dans les délais prévus.

FIGURE 5.

Les pays présentant d'importants écarts entre les genres en matière d'achèvement du deuxième cycle du secondaire ont suivi des trajectoires différentes

Indice de parité entre les sexes ajusté pour l'achèvement du deuxième cycle du secondaire, par niveau initial de disparité en 2000, 2000–24



Source : Estimations de l'équipe du Rapport GEM basées sur le modèle de taux d'achèvement VIEW.

On observe une tendance très marquée selon le genre. Les filles sont plus susceptibles de terminer leur scolarité « dans les délais », ce qui reflète en partie le fait qu'elles sont davantage incitées à progresser sans interruption : la probabilité qu'elles quittent l'école augmente avec l'âge en raison des pressions les poussant à se marier et à avoir des enfants tôt (Banque mondiale, 2018). Cela signifie que l'écart entre les genres n'a pas encore été entièrement comblé. Lorsque l'on prend en compte les élèves qui terminent chaque niveau d'enseignement très tardivement, l'écart inverse entre les genres au niveau de l'achèvement du primaire disparaît, tandis qu'un écart de cinq points de pourcentage persiste entre les garçons et les filles au niveau de l'achèvement du premier cycle du secondaire (61 % contre 56 %) et de l'achèvement du deuxième cycle du secondaire (40 % contre 36 %) (**figure 6**).

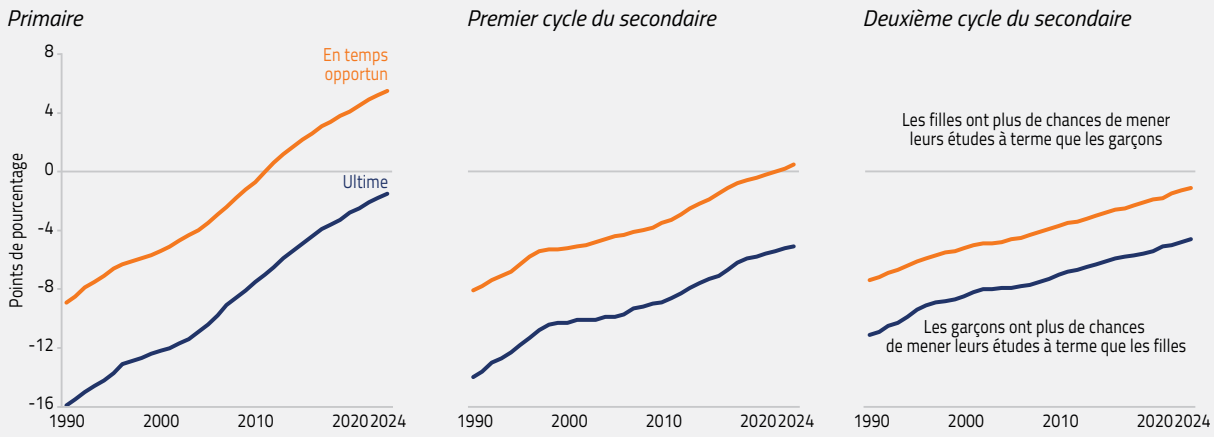
La prise en compte des élèves ayant terminé leurs études secondaires supérieures très tardivement, qui sont majoritairement des garçons, modifie considérablement l'écart entre les genres en matière d'achèvement du deuxième cycle du secondaire. Par exemple, alors que la République démocratique du Congo et le Malawi affichent la parité entre les genres en termes d'achèvement dans les délais prévus, selon la définition officielle de l'indicateur mondial 4.1.2 des ODD, un écart très important apparaît si l'on inclut les élèves ayant terminé leurs études très tardivement : sur 100 jeunes hommes, seules environ 75 jeunes femmes achèvent finalement le deuxième cycle du secondaire. En moyenne, l'indice de parité entre les sexes ajusté est inférieur de 0,09 lorsque l'on passe du taux d'achèvement dans les délais (officiel) au taux d'achèvement final (**figure 7**).

La prise en compte des diplômés en retard, parallèlement aux diplômés dans les délais, offre également une image plus nuancée des progrès accomplis vers la parité. Lors de l'analyse du rythme des progrès parmi les pays qui présentaient en 2000 un écart important entre les genres en matière d'achèvement du deuxième cycle du secondaire, la plupart des pays restent dans la même catégorie de progrès relatifs selon les deux mesures, mais l'évaluation change dans certains cas. Le Burundi et la Zambie, par exemple, passent de la catégorie « parité atteinte » à celle de « progrès rapides », ce qui reflète la tendance des garçons à terminer l'achèvement du deuxième cycle du secondaire plus tardivement (**figure 8**). L'évaluation des progrès est également revue à la baisse pour le Cameroun, ainsi que pour la République démocratique du Congo et le Malawi, comme indiqué ci-dessus.

FIGURE 6.

En tenant compte des élèves ayant obtenu leur diplôme très tardivement, on observe un écart de cinq points de pourcentage entre les genres en matière d'achèvement des études secondaires

Écart entre les genres en matière de taux d'achèvement dans les délais et de taux d'achèvement final, par niveau d'éducation, 2000–24

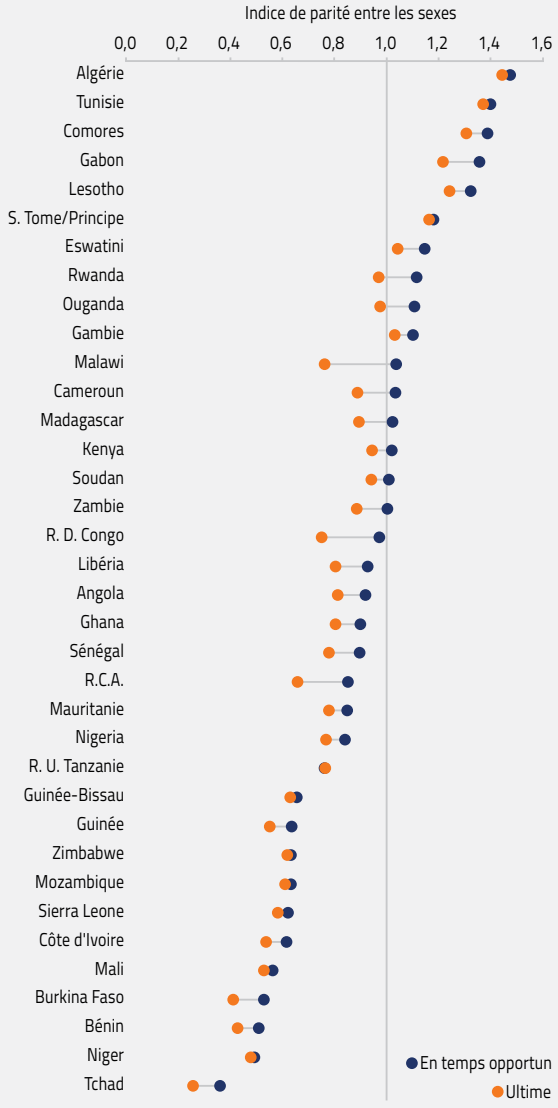


Source : Estimations de l'équipe du Rapport GEM basées sur le modèle de taux d'achèvement VIEW.

FIGURE 7.

La prise en compte des élèves terminant leurs études très tardivement révèle d'importantes disparités dans l'achèvement du deuxième cycle du secondaire dans certains pays

Indice de parité entre les sexes ajusté des taux d'achèvement dans les délais et des taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire, 2018-2024

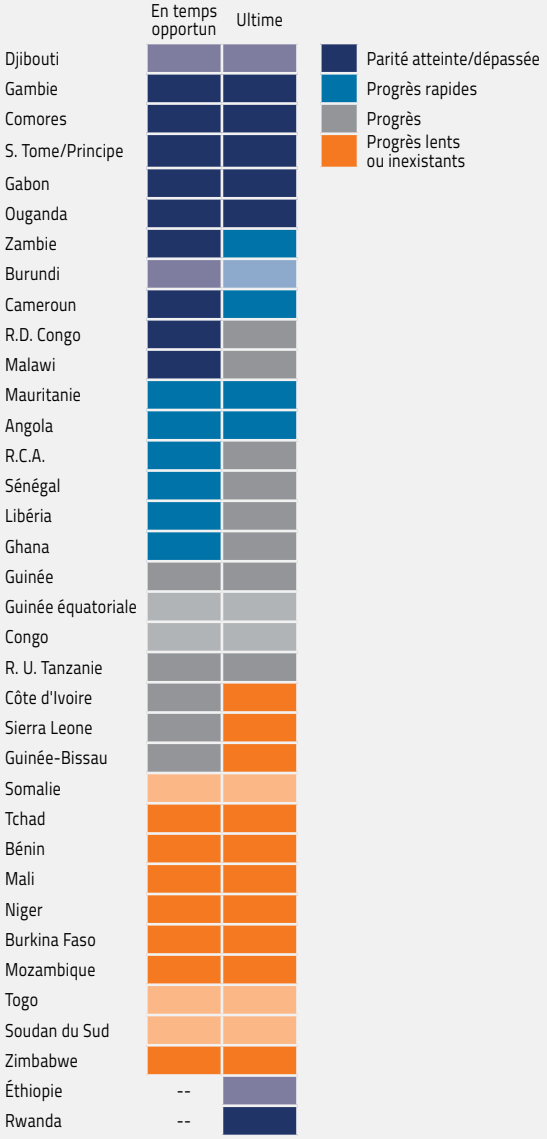


Source : Estimations de l'équipe du Rapport GEM basées sur le modèle de taux d'achèvement VIEW.

FIGURE 8.

La comparaison entre l'achèvement dans les délais et l'achèvement final met en évidence des différences dans les progrès vers la parité

Classification des pays en fonction de la part de l'écart entre les genres en matière d'achèvement du deuxième cycle du secondaire en 2000 qui a été comblé, taux d'achèvement dans les délais et taux d'achèvement final, pays africains sélectionnés, 2000-2024



Remarque : Les pays figurant dans cette figure sont 34 pays africains parmi les 50 pays disposant de données qui présentaient, en 2000, les disparités entre les genres les plus importantes en matière d'achèvement du deuxième cycle du secondaire dans les délais prévus, au détriment des filles. Par ailleurs, l'Éthiopie et le Rwanda ont été inclus car ils figurent parmi les 50 pays présentant les écarts entre les genres les plus importants en matière d'achèvement définitif du deuxième cycle du secondaire. Les catégories de classification des progrès sont définies comme suit : *Parité atteinte* = le pays présente un IPG ajusté égal ou supérieur à 1 ; *Progrès rapides* = le pays a comblé 65 % de l'écart initial ; *Progrès* = le pays a comblé entre 35 % et 65 % de l'écart initial ; *Progrès lents / Absence de progrès* = le pays a comblé moins de 35 % de l'écart initial. Une couleur pâle indique que les données utilisées pour l'évaluation datent d'avant 2018.

Source : Estimations de l'équipe du Rapport GEM basées sur le modèle de taux d'achèvement VIEW.

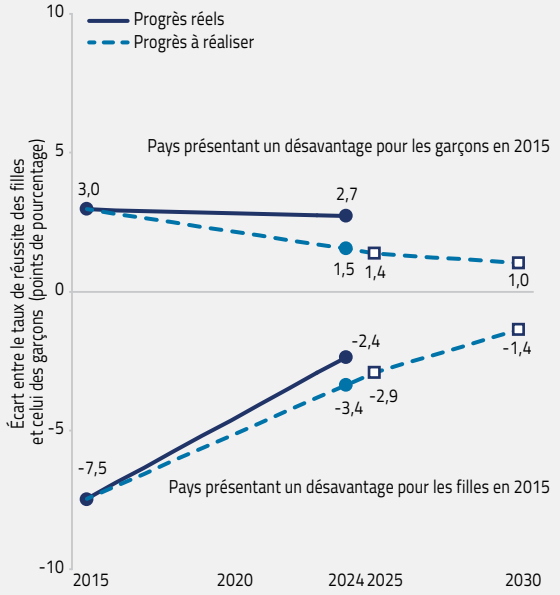
EN MOYENNE, LES PAYS SONT EN BONNE VOIE POUR ATTEINDRE LEURS OBJECTIFS DE PARITÉ EN MATIÈRE D'ACHÈVEMENT DES ÉTUDES SECONDAIRES

Si l'analyse ci-dessus repose sur une évaluation objective des progrès accomplis, il importe également d'évaluer ces progrès par rapport aux objectifs fixés par les pays eux-mêmes. Conformément à un engagement pris dans le Cadre d'action Éducation 2030, les pays ont communiqué leurs objectifs nationaux (ou points de référence) pour 2025 et 2030 concernant huit indicateurs, dont l'écart entre les genres en matière d'achèvement du secondaire, avec le soutien du Rapport GEM et de l'ISU. Ces objectifs reflètent les points de départ, les contextes et les ambitions de chaque pays. Plutôt que de comparer les pays à un objectif mondial unique, ces points de référence fournissent des points de référence spécifiques à chaque pays pour évaluer si les progrès sont en bonne voie (ISU et Rapport GEM, 2025).

FIGURE 9.

Les progrès vers les points de reference nationaux de parité entre les genres ont été plus rapides là où les filles étaient initialement défavorisées

Référence (2015), dernières estimations disponibles (2020-2024) et valeurs de référence (2025/2030) pour l'écart entre les genres dans l'achèvement du deuxième cycle du secondaire, trajectoires réelles et trajectoires de référence requises, Afrique



Source : Rapport GEM et estimations de l'ISU pour le tableau de bord de l'ODD 4.

Bien que seuls 46 % des pays aient fixé des objectifs visant à réduire les écarts entre les genres, ce nombre est néanmoins suffisant pour en tirer des enseignements utiles. Les pays où les filles partaient d'une situation défavorisée ont réalisé des progrès relativement rapides, réduisant l'écart moyen de 7,5 à 2,4 points de pourcentage selon les dernières données disponibles. Ce rythme est plus rapide que l'objectif collectif que ces pays s'étaient fixé, qui prévoyait une réduction à 3,4 points de pourcentage. Cela signifie que ces pays sont en bonne voie pour atteindre, voire dépasser, leur objectif si les tendances actuelles se maintiennent. En revanche, les quelques pays où les garçons étaient initialement défavorisés ont progressé beaucoup plus lentement. Leur écart moyen ne s'est réduit que très légèrement, passant de 3,0 à 2,7 points de pourcentage, alors qu'il aurait dû tomber à 1,5 point de pourcentage pour que ces pays soient en bonne voie (**figure 9**).

L'ENTRÉE TARDIVE ET LE REDOUBLEMENT PRÉSENTENT DES DIMENSIONS DE GENRE ÉVIDENTES

Les inscriptions tardives et le redoublement contribuent à une forte proportion d'élèves en surâge dans l'enseignement primaire et secondaire en Afrique, proportion nettement plus élevée que dans d'autres régions du monde. Si la proportion d'élèves du premier cycle du secondaire ayant au moins deux ans de plus que l'âge officiel pour leur niveau a diminué au fil du temps, elle reste exceptionnellement élevée. En 2024, 37 % des garçons et 23 % des filles scolarisés dans le premier cycle de l'enseignement secondaire étaient en surâge en Afrique, contre des moyennes mondiales de 11 % et 8 % respectivement. Ces statistiques révèlent une dimension clairement liée au genre.

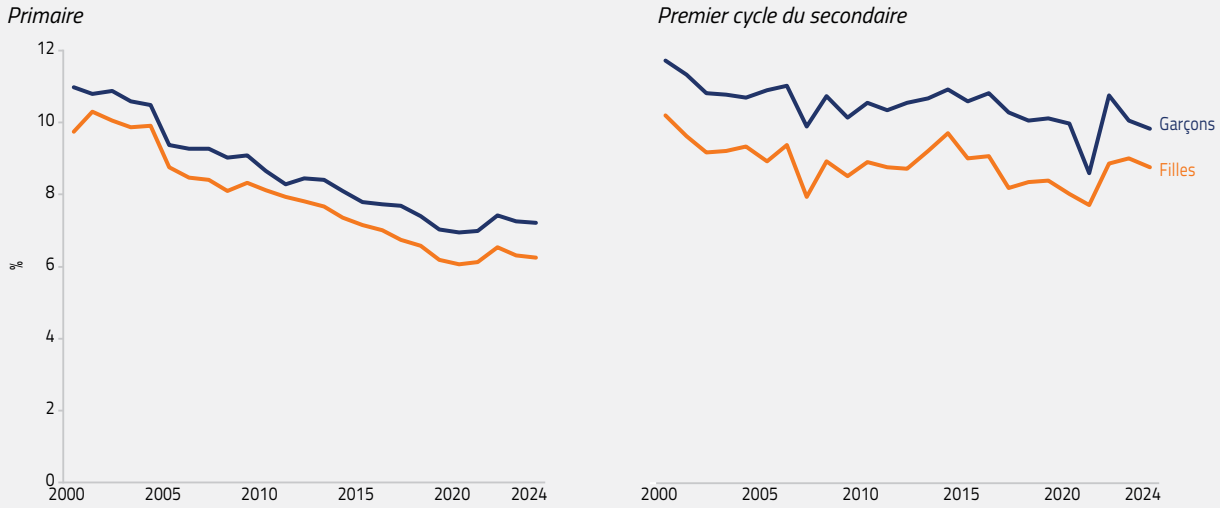
Ce retard de progression s'explique en partie par l'entrée à l'école, les garçons étant plus susceptibles que les filles de commencer l'école primaire à un âge supérieur à l'âge officiel de scolarisation dans le primaire dans la plupart des pays africains. Bien que les taux de redoublement au niveau primaire aient considérablement diminué dans toute l'Afrique depuis 2000, en particulier en Afrique centrale et en Afrique du Nord, ils restent élevés par rapport aux normes mondiales, s'établissant à 6 % pour les filles et 7 % pour les garçons, contre une moyenne mondiale de 3 %. Au premier cycle du secondaire, la proportion d'élèves redoublants est restée relativement stable, aux alentours de 10 %, depuis 2000.

Comme dans la plupart des régions du monde, les garçons sont plus susceptibles que les filles de redoubler, bien que l'écart entre les genres soit moins important en Afrique qu'ailleurs (**figure 10**). Cette disparité entre les genres est particulièrement marquée en Afrique du Nord, où 11 % des garçons du premier cycle de l'enseignement secondaire redoublent, contre 6 % des filles, ainsi qu'en Afrique australe, où ces chiffres s'élèvent respectivement à 12 % et 8 %.

FIGURE 10.

Les garçons sont plus susceptibles de redoubler dans l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire

Proportion d'élèves redoublants, par niveau d'éducation, Afrique, 2000–24



Source : Base de données de l'ISU.

LE LIEU DE RÉSIDENCE ET LE NIVEAU DE RICHESSE INFLUENT SUR LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE ET L'ACHÈVEMENT DE LA SCOLARITÉ CHEZ LES GARÇONS ET LES FILLES

Les progrès moyens accomplis vers la parité ne signifient pas que tous les enfants ont les mêmes chances d'accéder à chaque niveau d'enseignement et de le mener à bien. Les disparités entre les genres peuvent être plus marquées dans les zones rurales (et, plus rarement, dans les zones urbaines) ainsi que dans les ménages les plus pauvres (et, plus rarement, dans les ménages les plus riches). Afin d'illustrer cette variation, le taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire a été calculé parallèlement à deux mesures de disparité entre les genres : l'écart relatif (indice de parité) et l'écart absolu (en points de pourcentage) entre les filles et les garçons. Ces mesures ont été calculées pour deux paires de groupes : les zones rurales et urbaines (localisation), et les 20 % des ménages les plus pauvres et les 20 % des ménages les plus riches (niveau de richesse).

Ces deux mesures de disparité peuvent donner lieu à des résultats contradictoires. Étant donné que le taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire reste très faible dans les zones rurales et parmi les ménages les plus pauvres dans de nombreux pays africains, l'écart absolu (c'est-à-dire la différence entre les taux d'achèvement des garçons et des filles) peut être faible, mais l'écart relatif (c'est-à-dire le rapport entre le taux d'achèvement des filles et celui des garçons) peut être important. Par exemple, au Togo, l'indice de parité entre les sexes pour le taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire est de 0,61 ; toutefois, il est nettement plus faible dans les zones rurales (0,45) que dans les zones urbaines (0,67). Ainsi, l'écart absolu entre les taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire chez les filles et chez les garçons est de 15 points de pourcentage, mais cet écart est plus faible en milieu rural (5 points de pourcentage) qu'en milieu urbain (18 points de pourcentage) (**figure 11**). En d'autres termes, une faible différence en points de pourcentage peut correspondre à une forte disparité relative.

En ce qui concerne l'indice de parité entre les sexes (**figure 11a**), les filles sont davantage défavorisées dans les zones rurales de nombreux pays, notamment au Bénin, au Togo, au Mozambique, en République-Unie de Tanzanie, en Angola, en République démocratique du Congo, en Guinée-Bissau et au Sénégal. En République démocratique du Congo et au Sénégal, les zones urbaines affichent une parité entre garçons et filles, mais dans les zones rurales, on compte moins de six filles pour dix garçons qui terminent le deuxième cycle du secondaire. Dans quelques pays où les filles sont plus nombreuses que les garçons à terminer le deuxième cycle du secondaire, on observe une légère tendance à ce que les garçons soient davantage défavorisés en milieu rural, par exemple en Eswatini et au Lesotho.

Ces écarts sont plus marqués — et dans certains cas extrêmes — en termes de richesse. Dans les ménages les plus pauvres, on compte au maximum trois filles qui atteignent l'achèvement du deuxième cycle du secondaire pour dix garçons en Angola, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mozambique et au Soudan (avant la guerre). En revanche, on observe une quasi-parité entre les garçons et les filles issus des ménages les plus riches en Angola, au Mozambique et au Soudan.

FIGURE 11.

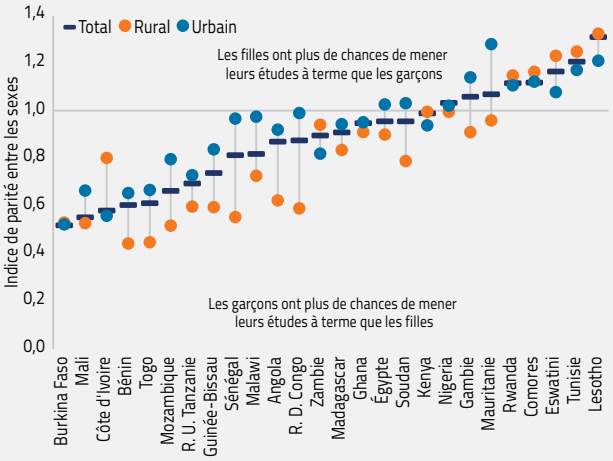
Dans la plupart des pays, la disparité entre les filles et les garçons dans les zones rurales et au sein des ménages les plus pauvres est supérieure à la moyenne de l'ensemble de la population.

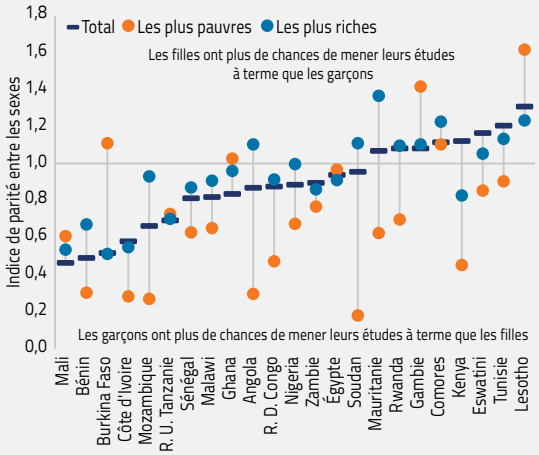
Écart entre les genres en matière de taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire, mesuré en fonction de deux caractéristiques des ménages, certains pays africains, 2020-2024

a. Écart relatif (indice de parité) : filles par rapport aux garçons

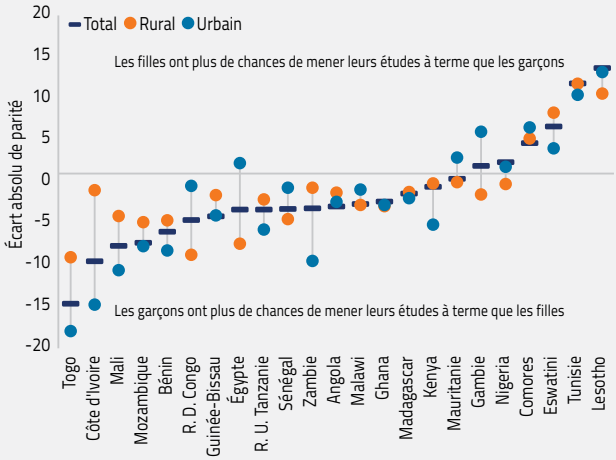
b. Écart absolu (points de pourcentage) : filles moins garçons

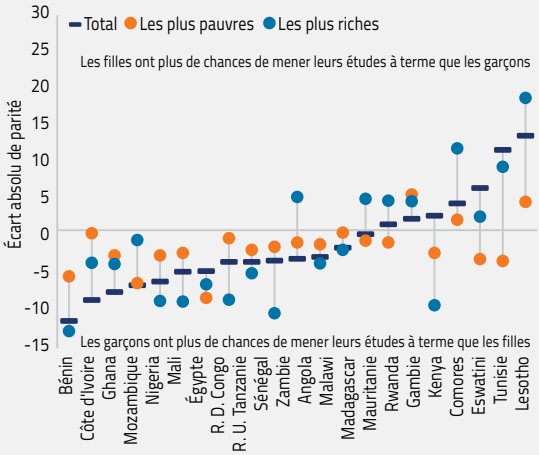
Par lieu





Par niveau de richesse





Source : Base de données WIDE.

Les écarts absolus entre les genres concernant les taux d'achèvement du deuxième cycle du secondaire présentent une tendance inverse. Ces écarts sont plus faibles dans les zones rurales et parmi les ménages les plus pauvres, ce qui reflète leurs faibles taux d'achèvement globaux. La **figure 11b** montre d'importants écarts absolus entre les genres, de 10 points de pourcentage ou plus, dans les zones urbaines du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire et du Togo, ainsi que parmi les ménages les plus riches du Bénin, du Kenya et de la Zambie.

PLUSIEURS FACTEURS EXPLIQUENT LES PROGRÈS ACCOMPLIS VERS LA PARITÉ

Les disparités entre les genres en matière d'accès à l'éducation ne résultent pas de choix individuels, mais plutôt de mécanismes politiques, économiques, sociaux et culturels, ainsi que de politiques et de pratiques éducatives qui excluent les enfants, les adolescents et les jeunes. Ces disparités s'expliquent également par l'interaction entre le genre et des facteurs tels que la pauvreté, la géographie et les normes associées à l'appartenance à un groupe social ou démographique. Elle est également influencée par la conception institutionnelle et les caractéristiques structurelles des parcours éducatifs (Baxter et al., 2022). Une analyse s'impose pour déterminer qui progresse et à quel

moment, qui peut reprendre ses études en cas d'interruption, et qui est susceptible de poursuivre ses études et d'accéder à des opportunités professionnelles.

Ce bref tour d'horizon montre comment les systèmes éducatifs africains ont abordé la question de l'exclusion fondée sur le genre. Les réformes institutionnelles, le soutien axé sur la demande, l'engagement communautaire, des environnements scolaires sûrs, des parcours de progression plus fiables et de nombreuses autres interventions peuvent faire la différence. Ces mesures sont plus efficaces lorsqu'elles sont combinées et mises en œuvre dans le cadre d'une stratégie cohérente et axée sur l'équité, plutôt que sous forme d'interventions isolées.

Le Rapport GEM 2026 comprenait une analyse des facteurs expliquant pourquoi certains pays ont développé leurs systèmes éducatifs plus rapidement que leurs homologues à chaque niveau, en tenant compte à la fois de facteurs liés à l'éducation et de facteurs non liés à l'éducation. Cette approche a été adaptée ici afin d'aborder la question de savoir ce qui pourrait expliquer pourquoi certains pays africains ont réduit les disparités entre les genres en matière d'accès à l'éducation. Toutefois, contrairement au rapport mondial, une grande partie des données disponibles en Afrique provient d'interventions à court terme financées par des bailleurs de fonds. Celles-ci donnent une indication des éléments qui comptent. Elles ne doivent toutefois pas être considérées comme la preuve qu'elles ont contribué à réduire les écarts, compte tenu de leur faible ampleur, ni comme la preuve que l'élaboration de politiques allant dans ce sens serait nécessairement durable dans le contexte africain.

NORMES SOCIALES ET MOYENS DE SUBSISTANCE

En Afrique, l'exclusion liée au genre dans l'éducation est inextricablement liée aux normes relatives au mariage, à la maternité, au travail et à la mobilité. En Afrique subsaharienne, 31 % des femmes âgées de 20 à 24 ans s'étaient mariées avant l'âge de 18 ans en 2024, contre une moyenne mondiale de 19 % (Child Marriage Data Portal, 2025). Même là où le mariage des enfants a reculé, le taux de grossesses chez les adolescentes reste élevé et conduit souvent les jeunes filles à abandonner l'école en raison de la stigmatisation, des responsabilités liées à la garde des enfants et de la pauvreté.

L'environnement scolaire doit atténuer ces pressions, et non les exacerber. Les jeunes filles enceintes et les jeunes mères font les frais du manque de structures d'accueil pour les enfants, d'espaces d'allaitement et de soutien scolaire. Elles sont également confrontées à la stigmatisation de la part de leurs camarades, de leurs enseignants et de leur communauté (Mukabana et al., 2024). La conviction selon laquelle les filles doivent préserver leur « pureté » peut également conduire certaines familles à empêcher les filles plus âgées d'aller à l'école (Nartey et al., 2025). En Afrique du Sud, des mères adolescentes ont fait état d'une stigmatisation et de jugements moraux fondés sur la conviction qu'elles ont enfreint les attentes sociales (Naidoo et al., 2019 ; Ngqola et Prinsloo, 2025). Les jugements moraux, la stigmatisation et l'idée selon laquelle la maternité et la scolarité sont incompatibles continuent de rendre difficile le retour à l'école, même lorsque les politiques le permettent, et poussent de nombreuses jeunes filles à abandonner leurs études . Au Ghana et au Zimbabwe, les normes culturelles présentent la maternité comme l'option dominante pour les jeunes filles et indiquent clairement que les jeunes filles enceintes ne devraient pas être scolarisées (Kissi et Issaka, 2023 ; Muzingili et Muntanga, 2024).

Réponse politique

Dans 14 pays africains, l'introduction de l'enseignement secondaire gratuit et obligatoire a permis d'augmenter la durée de scolarité de 1,6 an pour les filles et de 1,4 an pour les garçons par rapport à un système reposant uniquement sur la gratuité de l'enseignement. Elle a également augmenté de 14 points de pourcentage les chances des élèves de terminer au moins une partie de leurs études secondaires (Martin et al., 2025). Les modifications législatives modifient le cadre dans lequel les familles, les établissements scolaires et les autorités locales prennent leurs décisions, mais elles peuvent s'avérer insuffisantes à elles seules si les capacités de mise en œuvre font défaut.

Les politiques de réintégration des jeunes filles enceintes se sont considérablement développées. Une enquête réalisée en 2025 a révélé que 9 pays sur 10 d'Afrique orientale et australe facilitaient la réintégration et que 7 sur 10 avaient mis en place des mesures ciblant les garçons et les jeunes hommes afin de réduire les facteurs de risque (UNICEF, 2026). Pourtant, en Afrique subsaharienne, on estimait à six millions le nombre de jeunes filles enceintes ou mères âgées de 10 à 19 ans qui n'étaient pas scolarisées en 2024, et moins de 5 % des jeunes filles reprenaient effectivement le chemin de l'école après leur grossesse (UNICEF, 2024). L'Ouganda, où plus de 40 % des jeunes filles déclarent avoir eu leur premier enfant avant l'âge de 18 ans , a publié des lignes directrices sur la prévention et la prise en charge des grossesses chez les adolescentes dans les établissements scolaires. Cependant, des capacités de suivi limitées et un manque de soutien empêchent les jeunes mères de réintégrer l'école (Opok, 2024). La Zambie a remplacé l'expulsion pure et simple par une politique de réintégration en 1997, mais les grossesses chez les adolescentes ont augmenté depuis lors (Kakanda-Sinkala, 2026). À Sao Tomé-et-Principe, la Charte de la politique éducative et le Plan national d'éducation ont favorisé l'égalité des genres ainsi que l'éducation à la santé sexuelle et reproductive dans l'éducation. Leur mise en œuvre est à l'origine de la baisse du taux d'abandon des filles dans l'enseignement secondaire, qui est passé de 24 % en 2014 à 5 % en 2017 (LARTES-IFAN Ch. A. Diop et FAWE, 2024a).

L'engagement communautaire contribue à renforcer la légitimité sociale de l'éducation des filles. En Côte d'Ivoire,

par exemple, on attribue aux « clubs de mères pour l'éducation des filles » le mérite d'avoir réduit les taux d'abandon scolaire des filles à l'école primaire. En 2022, les filles scolarisées dans des établissements dotés de ces clubs avaient 1,2 point de pourcentage de chances supplémentaires de passer dans la classe supérieure (Ministère de l'Éducation nationale de Côte d'Ivoire, 2017 ; UNICEF, 2023). En Éthiopie, les clubs de filles ont permis de mieux faire connaître les droits des filles et les pratiques traditionnelles néfastes ; toutefois, des contraintes financières et institutionnelles ont limité leur impact (Chuta et al., 2025). Le projet Back2School, mené en Éthiopie, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, a associé les communautés à la planification et à la mise en œuvre d'un programme d'apprentissage accéléré (Makoude, 2023). Au Kenya, des discussions sur la sécurité à l'école, les infrastructures et la fréquentation scolaire ont été organisées parallèlement à des formations destinées aux enseignants et aux parents. En conséquence, 20 écoles primaires ont scolarisé des filles en retard scolaire et non scolarisées, tandis que 5 écoles ont aidé des filles à échapper au mariage précoce (Makoude, 2024). Dans le nord du Nigeria, le projet « Pathways to Choice », qui a mis en place des espaces sécurisés après l'école dans 18 communautés dans le but de prévenir le mariage des enfants, a eu un impact significatif sur la rétention scolaire (Cohen et al., 2023).

Toute une série d'initiatives menées dans le cadre du programme « Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend » démontrent l'efficacité des approches intersectorielles pour maintenir les filles à l'école. Ces initiatives comprennent la distribution de produits de santé sexuelle et reproductive par des sages-femmes communautaires avec le soutien des autorités sanitaires locales au Tchad, une aide alimentaire ciblée en Côte d'Ivoire, des bourses d'études au Cameroun, des transferts monétaires aux familles au Niger, des transferts monétaires directs aux filles en Guinée, ainsi que des solutions d'hébergement en famille d'accueil au Niger et dans des centres d'accueil au Burkina Faso (UNFPA, 2025).

COÛTS DE L'ÉDUCATION ET FINANCEMENT

Dans les pays où les décisions en matière de scolarisation sont influencées par des préjugés de genre, les coûts de l'éducation et les contraintes liées aux ressources des ménages constituent des facteurs de désavantage lié au genre. Ces coûts interagissent avec les normes de genre, le travail domestique, les responsabilités de soins et les attentes des ménages concernant les avantages de l'éducation des filles et des garçons. Qu'elles soient non rémunérées ou qu'elles fournissent un revenu d'appoint, les tâches domestiques et les responsabilités de soins éloignent les filles de l'école (Yumkella et al., 2022). En Éthiopie, 94 % des filles interrogées qui effectuaient un travail domestique rémunéré ont déclaré avoir abandonné l'école au moins une fois (Yadeta, 2015). Au Lesotho, 69 % des filles d'âge scolaire secondaire vivant en milieu rural et 58 % de celles vivant en milieu urbain qui avaient abandonné l'école ont estimé que l'éducation était trop coûteuse, contre 32 % des garçons, tant en milieu rural qu'urbain. À l'inverse, les garçons plus âgés issus de communautés pastorales quittent souvent l'école pour s'occuper du bétail (Mosia, 2022).

Les normes relatives au travail façonnent les aspirations scolaires et la persévérance scolaire. Près de la moitié des élèves interrogés au Tchad ont déclaré que les normes de genre influençaient les choix de carrière et les parcours professionnels des femmes, et près de la moitié des élèves de la République démocratique du Congo estimaient que les tâches ménagères avaient un impact négatif sur la scolarité des filles (LARTES-IFAN Ch. A. Diop et FAWE, 2024b).

Réponse politique

La réduction des coûts directs et indirects de la scolarité constitue un moyen efficace d'augmenter les taux de scolarisation et de maintien scolaire des filles. La suppression des frais de scolarité a permis d'augmenter la durée de scolarité des filles de 0,5 an au Malawi, de 0,6 an en Éthiopie et de 1,1 an en Ouganda (Behrman, 2015). On estime que la suppression des frais de scolarité dans l'enseignement secondaire a entraîné une augmentation de la scolarisation de sept points de pourcentage en Afrique subsaharienne (Asante, 2024).

En Éthiopie, le taux net de fréquentation des filles est passé de 19 % à 34 % après la suppression des frais de scolarité, bien qu'il y ait également eu une forte augmentation des inscriptions de filles en surâge (Moussa et Omoeva, 2020). En Gambie, un programme de bourses pour le premier cycle du secondaire, couvrant les frais de manuels, d'uniformes et de scolarité, a permis d'augmenter la scolarisation des filles de 14 % et leur passage aux examens clés de 11 % (Giordono et Pugatch, 2017). Un programme d'exonération des frais de scolarité au secondaire destiné aux filles, financé par des bailleurs de fonds, a par la suite entraîné une augmentation de 55 % du nombre d'élèves passant l'examen de fin d'études, les progrès les plus significatifs ayant été observés dans les districts les plus pauvres (Blimpo et al., 2019). Au Ghana, la gratuité de l'enseignement secondaire a augmenté les taux d'achèvement des filles de 14 points de pourcentage dans les districts où le taux de participation était élevé (Stenzel et al., 2024). Dans le cadre d'un programme randomisé, 73 % des bénéficiaires de bourses ont terminé leurs études secondaires, contre 43 % dans le groupe témoin huit ans plus tard (Duflo et al., 2024). Les taux d'achèvement étaient de 69 % pour les filles et de 57 % pour les garçons, l'impact le plus important ayant été observé lorsque les bourses couvraient l'intégralité des frais d'inscription (Duflo et al., 2021, 2024).

Une analyse réalisée par l'équipe du Rapport GEM et présentée dans les profils PEER suggère que, si 62 % des ministères africains de l'Éducation fournissent une aide financière ou en nature aux élèves, 73 % d'entre eux mettent en œuvre des politiques sociales visant à soutenir les familles

(UNESCO, 2026). Une méta-analyse de 35 études africaines a révélé que les enfants bénéficiant de transferts monétaires conditionnels avaient 36 % plus de chances d'être scolarisés, cet effet étant plus marqué chez les filles et aux moments de transition (Baird et al., 2014).

Les résultats des transferts monétaires dépendent de leur conditionnalité, de leur fiabilité et de leur ciblage. Au Burkina Faso, un programme pilote combinant des transferts monétaires conditionnels et inconditionnels a permis d'augmenter les taux de scolarisation. Cependant, seuls les transferts conditionnels ont amélioré l'assiduité et la progression scolaire, en particulier chez les filles (Akresh et al., 2024). Dans le district de Zomba, au Malawi, les transferts monétaires conditionnels et inconditionnels ont tous deux réduit le taux d'abandon scolaire chez les adolescentes, mais l'effet du transfert inconditionnel était inférieur de 57 % et n'a produit aucun bénéfice éducatif durable. En revanche, le transfert conditionnel a eu un effet plus durable (Baird et al., 2011, 2019). Au Mali, le programme national de protection sociale « Jigisemejiri » a augmenté le taux de scolarisation des filles en âge de fréquenter le primaire et les écoles secondaires, et l'a doublé chez les filles en âge de fréquenter le deuxième cycle des écoles secondaires (Sessou et al., 2024). En Zambie, les transferts monétaires réguliers et ponctuels ont accru le taux de scolarisation des filles par rapport à celles qui n'ont jamais bénéficié d'aucune aide, démontrant ainsi qu'une aide sporadique peut avoir un impact sur la scolarisation dans des contextes de vulnérabilité économique (Sampa et al., 2018). Au Zimbabwe, l'organisation non gouvernementale CAMFED a pris en charge les coûts directs et indirects liés à la scolarisation des filles issues de milieux ruraux dans les établissements secondaires publics, leur a fourni du matériel pédagogique et leur a proposé un accompagnement scolaire et un encadrement en matière de compétences psychosociales et d'autonomie fonctionnelle, ce qui a permis de réduire considérablement le décrochage scolaire au bout de deux ans (Rose et al., 2022).

Les repas scolaires constituent une autre approche qui a eu un impact sur la fréquentation scolaire. Un programme d'alimentation scolaire a amélioré la fréquentation scolaire dans les districts en situation d'insécurité alimentaire, en particulier chez les filles et les enfants défavorisés (Aurino et al., 2023). Au Mali, les repas scolaires ont augmenté les taux de scolarisation et d'achèvement de la scolarité, tout en réduisant le travail des filles. En revanche, l'aide alimentaire générale a accru le travail chez les garçons, soulignant l'importance de lier les transferts alimentaires à la scolarisation (Aurino et al., 2019).

ENVIRONNEMENTS D'APPRENTISSAGE

Des environnements d'apprentissage sûrs, sains, inclusifs et favorables encouragent l'assiduité et l'achèvement de la scolarité chez les filles. Les conflits survenant dans un rayon de 25 kilomètres autour de l'école primaire d'une fille réduisent sa durée de scolarité de 0,4 année à l'adolescence (Tai, 2025). La prévalence de la violence sexiste au sein et aux abords des établissements scolaires, notamment le harcèlement, les abus et l'exploitation, rend les environnements d'apprentissage dangereux et conduit les filles à abandonner leur scolarité. Dans 20 pays d'Afrique subsaharienne, 29 % des filles âgées de 15 à 19 ans ont déclaré avoir subi des violences physiques ou sexuelles, les taux variant de 14 % en Éthiopie à 45 % en Ouganda (Evans et al., 2023). Les données issues de l'enquête sur la violence à l'encontre des enfants menée dans six pays d'Afrique subsaharienne ont également montré que, parmi les filles scolarisées et non scolarisées, la violence physique subie au cours des 12 derniers mois variait de 11 % au Zimbabwe à 42 % au Kenya.

L'accès à l'eau et à l'assainissement est essentiel. En Ouganda, par exemple, seules 15 % des filles ayant leurs règles ou en période prémenstruelle ont indiqué que du savon était disponible dans les sanitaires, et 30 % ont déclaré qu'il leur était difficile de changer leur protection menstruelle à l'école (Montgomery et al., 2016). Une autre étude a révélé que 39 % des jeunes filles ayant manqué l'école pendant leurs règles ont invoqué le manque d'intimité pour se changer comme raison (Miiro et al., 2018).

Réponse politique

La proximité d'une école reste un facteur important. On estime que la construction d'écoles a un impact positif marqué, avec une valeur moyenne de 0,38 écart-type. Les gains les plus importants ont été observés chez les filles vivant dans les zones où les contraintes liées à la distance et à la sécurité sont les plus sévères. Un impact plus modeste sur la fréquentation scolaire a également été identifié, s'élevant en moyenne à 0,08 écart-type (Snilstveit et al., 2016). En Sierra Leone, la reconstruction des écoles après la guerre civile a permis d'augmenter la durée moyenne de scolarisation des femmes d'environ six mois (Mocan et Cannonier, 2012). Par ailleurs, l'amélioration de l'accès aux transports peut s'avérer efficace. En Zambie, un programme non gouvernemental fournissant des vélos aux élèves parcourant plus de trois kilomètres à pied pour se rendre à l'école a réduit de 19 % la probabilité que les filles abandonnent leurs études et de 22 % celle qu'elles soient victimes de harcèlement sur le chemin (World Bicycle Relief, 2022).

Diverses interventions en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène scolaire se sont également révélées efficaces. Dans la province de Nyanza, au Kenya, par exemple, les écoles ayant bénéficié d'améliorations en matière d'approvisionnement en eau, de promotion de l'hygiène, de traitement de l'eau et d'assainissement ont enregistré une augmentation de 4 % de la proportion de filles inscrites (Garn et al., 2013). Au Mali, la construction de latrines a réduit de 0,7 point de pourcentage la proportion de filles ayant abandonné l'école et augmenté de 1,3 point de

pourcentage la proportion de celles ayant été admises dans la classe supérieure dans des écoles rurales isolées où près d'un tiers des élèves ne disposaient pas d'installations sanitaires (UNICEF Innocenti, 2024). Au Burkina Faso, le programme BRIGHT – qui combine la construction d'écoles dans des communautés rurales mal desservies avec l'approvisionnement en eau, des latrines séparées pour les filles, des repas scolaires, des rations à emporter, des manuels scolaires, des logements pour les enseignants et la mobilisation communautaire – a augmenté la scolarisation des filles d'environ 20 points de pourcentage, les effets s'étant largement maintenus dans le temps (Kazianga et al., 2013, 2019). Les interventions sanitaires en milieu scolaire ont également une incidence sur la fréquentation scolaire. Au Kenya, les campagnes de déparasitage menées en milieu scolaire ont amélioré les taux de réussite à l'école primaire et favorisé l'accès au secondaire pour les filles traitées (Baird et al., 2016).

La violence sexiste en milieu scolaire constitue un obstacle majeur, bien que souvent négligé, à l'éducation des filles (Smarrelli et al., 2024). Une exposition accrue à la violence a un impact négatif sur la fréquentation scolaire : une étude menée dans 14 pays à partir de données sur les résultats scolaires a révélé que le harcèlement sexuel perpétré par des enseignants augmentait considérablement l'absentéisme (Lee et Rudolf, 2022). Au Mozambique, une formation d'intervention randomisée destinée au personnel scolaire pour lutter contre la violence sexiste, associée à des mesures visant à encourager les filles à signaler les incidents, a permis de réduire la violence de la part du personnel et d'augmenter le taux de scolarisation des filles qui avaient été victimes de ces actes, grâce à une hausse des taux de signalement (Amaral et al., 2024).

Des parcours flexibles et offrant une seconde chance sont essentiels lorsque la scolarité a été interrompue. Cependant, les taux de transition de ces programmes vers l'éducation formelle variaient considérablement, allant de 3 % à 90 %, sur l'ensemble de 40 programmes (D'Angelo et al., 2025). De tels parcours sont plus susceptibles de favoriser l'équité lorsqu'ils débouchent sur des qualifications reconnues et une valeur sur le marché du travail. La politique rwandaise en matière d'EFTP est un exemple de planification axée sur l'offre et tenant compte des questions de genre. Elle vise à former des diplômés, hommes et femmes, dotés de compétences favorisant l'employabilité qui répondent à la demande du marché du travail. Cette politique allie équité et inclusion à une meilleure compréhension des compétences requises dans les secteurs prioritaires, à des parcours verticaux et horizontaux plus solides, au développement des capacités humaines, à l'amélioration des infrastructures, à des programmes d'études adaptés, à l'engagement des employeurs et à un financement durable.

CONCLUSION

Des progrès importants ont été réalisés en matière de parité entre les genres en Afrique au cours des 25 dernières années. Cependant, même si l'Afrique pourrait bientôt ressembler au reste du monde en ce sens qu'il y a davantage de filles que de garçons dans l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, des disparités importantes, voire extrêmes dans certains cas, persistent. Premièrement, bien que les filles terminent désormais l'enseignement secondaire de premier et de deuxième cycle au même taux que les garçons, il subsiste en fin de compte un écart de cinq points de pourcentage dans les taux d'achèvement, car les filles ont moins de possibilités de poursuivre leurs études ; les inscriptions tardives et les redoublements les touchent de manière disproportionnée. Deuxièmement, dans les ménages ruraux et pauvres, les filles sont toujours plus défavorisées dans la plupart des pays.

De nombreux facteurs sociaux, économiques et culturels sont à l'origine de ces disparités persistantes. Les données indiquant quels facteurs éducatifs doivent être pris en compte sont relativement claires : la législation sur l'enseignement gratuit et obligatoire, des réglementations inclusives pour les élèves enceintes et les mères adolescentes, un soutien financier conditionnel et inconditionnel, les repas scolaires, la proximité des établissements scolaires, les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les mesures de prévention de la violence, l'accompagnement psychologique et les parcours de la deuxième chance contribuent tous à la rétention scolaire et à une progression significative. Cependant, il existe relativement peu de cadres politiques solides qui traitent tous ces facteurs de manière cohérente et coordonnée, et qui soient mis en œuvre fidèlement.

Rapport mondial de suivi sur l'éducation
UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP, France
Courriel : gemreport@unesco.org
www.unesco.org/gem-report/fr

Élaboré par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, le Rapport mondial de suivi sur l'éducation est un ouvrage de référence qui vise à informer, à influencer et à soutenir un véritable engagement en faveur des cibles mondiales de l'éducation du cadre des Objectifs de développement durable (ODD).

© UNESCO

ED/GEMR/MRT/2026/G1
https://doi.org/10.54676/SMUY2978